

territoire aussi vaste, d'un aussi riche héritage, et quand nous nous rappelons les progrès rapides qui ont transformé les anciennes colonies américaines en une des puissances de la terre, qui peut douter que l'avenir ne fera pas de ces provinces anglaises un grand empire britannique du nord, une nouvelle nation anglaise qui, avant longtemps, peuplera tout le nord de ce continent, ou plutôt comme on l'a très bien dit, une Russie, mais une Russie anglaise, c'est-à-dire libre et civilisée, bornée en face par le sud, à l'arrière par le pôle, et ayant à sa droite et à sa gauche l'Atlantique et le Pacifique reliés par un télégraphe et une voie ferrée." (Applaudissements !)

Tel est, M. l'ORATEUR, l'avenir que j'entrevois et que tous les enfants du sol contrevoient. Je sais que si le peuple de ces provinces anglaises reste fidèle à lui-même et que les hommes d'état de l'Angleterre font leur part pour remédier à cette grande crise qui figurera dans notre histoire nationale, ce que nous promet l'avenir se réalisera. Nous aurons la gloire d'appartenir à un grand pays encore lié à la couronne d'Angleterre, mais nous n'en serons pas moins libres, puisque nous jouirons des bienfaits d'un gouvernement responsable. Je suis convaincu que cette union produira les plus heureux résultats possibles. (Ecoutez ! écoutez !)

Tout en remerciant la chambre de la bienveillante attention qu'elle m'a prêtée, je termine en disant que le projet en vertu duquel nous demandons au parlement impérial de légiférer pour nous, est à la fois sage et judicieux, et mérite l'appui zélé des représentants du peuple de cette province. Quant à moi, je lui assure mon vote et lui donne mon approbation la plus cordiale. (Bruyants applaudissements !)

M. M. C. CAMERON propose l'ajournement des débats, et cette proposition est adoptée.

— o —

VENDREDI, 24 février 1865.

Les débats sur la confédération étant repris, la parole est à M. BURWELL, qui se lève et prononce le discours suivant :—

M. l'ORATEUR :—Avant que de laisser une mesure de cette importance passer dans la chambre, je crois de mon devoir de faire connaître ce que j'en pense. La question de la confédération n'est pas tout à fait nouvelle pour mes électeurs, car depuis la convention réformiste de Toronto, en 1859,

la chose leur est devenue familière. Dans les élections générales de 1861, je déclarai dans mon adresse aux électeurs qu'au cas où nous ne pourrions obtenir la représentation basée sur la population, je serais en faveur d'une fédération des deux provinces du Canada à chacune desquelles on donnerait un gouvernement local ; le gouvernement central aurait la disposition de toutes les choses communes aux deux, et il serait libre aux provinces du golfe aussi bien qu'au territoire du Nord-Ouest, lorsqu'ils le jugeraient à propos de se réunir à cette fédération, le tout bien entendu du consentement de la Grande-Bretagne. Je leur tins précisément le même langage aux dernières élections générales de 1863. (Ecoutez ! écoutez !)

La demande de changements constitutionnels a été si générale et si constante depuis quelque temps en Haut-Canada qu'il eût été, suivant toute apparence, impossible d'ajourner plus longtemps la décision à prendre au sujet de ces difficultés. On essaya à diverses reprises d'obtenir la représentation basée sur le chiffre de la population, mais en vain ; et le plus près qu'on se soit approché, suivant moi, du remède demandé par le Haut-Canada, l'a été par les résolutions de la conférence de Québec maintenant soumises à cette chambre. Toute la question est de savoir maintenant si elles sont acceptables ou non à la population que nous représentons. Je crois que l'application du système fédéral a très-bien réussi sur ce continent, et si nous jetons les yeux sur l'histoire des Etats-Unis, nous ne pouvons manquer de nous convaincre, que comme principe de gouvernement libre, il a été couronné de succès. Je doute même que l'histoire nous donne, dans les circonstances ordinaires, un tel exemple de succès et de prospérité. Car les troubles qui ravagent ce malheureux pays aujourd'hui, ne doivent aucunement, suivant moi, être mis sur le compte de la forme de son gouvernement ; non, j'attribue la guerre qui y règne à d'autres causes qui auraient pu également exister sous un régime différent. L'esclavage, telle est une des principales sources des malheurs actuels des Etats-Unis ; c'était une institution contraire à l'esprit du siècle et elle dûit disparaître. (Ecoutez ! écoutez !)

Parmi les autres causes, je mentionnerai le fait que le Nord avait besoin d'un tarif protecteur pour ses manufactures, tandis que le Sud, pays producteur, demandait le libre échange et voulait jouir du bénéfice des importations.